

Saved documents



© 2025 La Tribune. Tous droits réservés.
The present document and its usage are protected under international copyright laws and conventions.

PubliC Certificate issued on February 16, 2025 to Bibliothèque-Nationale-de-France for personal and temporary display.

news-20250215-TF-fr_trib_1018473_1739657402

Source name	Samedi 15 février 2025
La Tribune (site web)	
Source type	La Tribune (site web) • 2923 words
Press • Online Press	
Periodicity	
Continuously	
Geographical coverage	
National	
Origin	
France	

Jean-Luc Mélenchon : « Nous devons tourner la page d'une alliance toxique avec les socialistes »

Propos recueillis par Bruno Jeudy, Soazig Quéméner et Caroline Vigoureux

ENTRETIEN EXCLUSIF — Le triple candidat à l'élection présidentielle enterre pour de bon l'alliance avec le Parti socialiste. Et se projette désormais vers 2027.

A 73 ans, le chef de La France insoumise traverse un moment difficile. La séquence budgétaire a mis fin à ce qui restait du Nouveau Front populaire. Entre Insoumis et socialistes, le lien semble rompu. Les premiers n'ont pas accepté que les seconds ne censurent pas le gouvernement de François Bayrou sur le budget. Le débat sur l'identité nationale, qu'Olivier Faure ne juge « pas tabou », a éloigné un peu plus encore les deux gauches. « Je me suis lourdement trompé sur un point : les socialistes n'ont jamais eu l'intention d'être des partenaires », estime Jean-Luc Mélenchon dans notre journal.

Celui qui rêvait de destituer Emmanuel Macron admet aussi que la perspective d'une présidentielle anticipée s'éloigne. D'ailleurs, ce n'est plus le chef de l'État qu'il a dans son viseur mais le Premier ministre. Non seulement il demande sa démission, s'appuyant sur l'affaire Notre-Dame de Bétharram, mais il traite aussi François Bayrou d'« opportuniste » ayant « la même but que François Hollande : unir

les centres gauche et droit pour se placer au second tour de 2027 », dit-il. Face à eux, « il y aura une candidature Insoumise », promet-il. L'ancien député de Marseille a accordé cet entretien vendredi à *La Tribune Dimanche* dans un café parisien.

Lire aussi Attal, Faure, Bompard, Le Pen... Sept leaders politiques proposent leur référendum

LA TRIBUNE DIMANCHE — Les Insoumis ont saisi la justice pour « non-dénonciation », visant François Bayrou dans l'affaire du pensionnat de Bétharram. Le gouvernement vous accuse d'en faire une « affaire politique ». Que lui répondez-vous ?

JEAN-LUC MÉLENCHON — Paul Vannier [député LFI du Val-d'Oise] est dans son rôle en tant que rapporteur de la mission sur le contrôle des établissements scolaires privés sous contrat. Personne ne prévoyait le déni de François Bayrou et la réponse absurde qu'il a faite dans l'hémicycle à l'Assem-

blée nationale. Quand il a dit n'être au courant de rien, les bras nous en sont tombés. Tout le monde sait que, par la force des choses, il était au courant. Nous ne lâcherons pas l'affaire parce que c'est notre devoir. L'omerta n'est plus supportée.

Vos troupes demandent la démission de François Bayrou. Vous aussi ?

Oui, parce qu'il ment ! Si le président de la République se moque des élections et que le Premier ministre ne respecte pas l'Assemblée nationale, dans quel régime vivons-nous ? Quel sera le prochain bon plaisir de nos princes ?

Le Parlement votera mercredi sur la proposition de nommer Richard Ferrand à la présidence du Conseil constitutionnel. A-t-il le bon profil pour le poste ?

C'est devenu une tradition dans ce pays, on dirait : on y nomme les anciens présidents de l'Assemblée. Je ne suis pas dupe : Richard Ferrand est le seul qui avait envisagé un troisième mandat du président de la République, et je prends

Saved documents

le pari que cette question reviendra bientôt. Mme Vichnievsky, MoDem, n'est pas plus neutre que lui ! Elle s'est exprimée contre le fait d'envoyer pour leur action les ministres devant la Cour de justice de la République. Je conclus qu'il ne peut rien se passer d'autre dans une taverne qu'une beuverie. Donc il faut passer à la VI^e République et à la constituante, comme dit le premier chapitre de notre programme. C'est notre position commune avec le PCF depuis 2012, et c'est désormais celle de Marine Tondelier.

Chaque génération est un peuple nouveau car chacune remplace la précédente.

Le Premier secrétaire du PS, Olivier Faure, estime que le débat sur l'identité nationale n'est « pas tabou ». François Hollande, lui, le juge « inutile ». Vous vous situez dans quel camp ?

Je ne prends au sérieux ni l'un ni l'autre. C'est un « débat » odieux. Il n'a pas lieu d'être. Il porte une dimension impensée par certaines élites. C'est la brutalisation intime qu'il engendre. Un Français sur quatre a un grand-parent étranger. Nous sommes donc 17 millions d'agents de « submersion migratoire » ! C'est d'une violence totale. Je suis dans cette situation, et c'est comme cela que je l'ai vécu.

Il ne faut donc pas débattre d'immigration ou d'identité ?

Est-ce qu'on débat de la forme républicaine de l'État ? Non, c'est interdit par la Constitution. C'est la raison pour laquelle je souhaite inscrire le droit du sol dans la Constitution.

Cette prise de position d'Olivier Faure vous étonne ?

C'est une bêtise de plus. Il est dépassé. Les mots qu'il emploie sont inadaptés. Il dit que nous sommes une République métissée. Non, pas du tout, ce sont les individus qui sont métissés, pas l'État. Il dit que nous sommes une société multiculturelle. Oui et non. Il y a aussi une culture collective. La créolisation dépasse le métissage, qui est un fait biologique, et aussi le pluriculturalisme puisque c'est la production spontanée d'une culture commune.

Lire aussi Faure - Mélenchon, anatomie d'un divorce

Vous avez dit lors d'un meeting : « Oui, monsieur Zemmour, il y a un grand remplacement ». Que voulez-vous dire ?

Chaque génération est un peuple nouveau car chacune remplace la précédente. L'immigration, c'est aussi, en région parisienne, 12 millions d'immigrés venus du Massif central, du Nord, de Bretagne, du Mali, du Maghreb. Rares sont ceux qui y sont nés. La créolisation est un fait accepté : aimer le couscous ou la cancoillotte, écouter de la musique coréenne, passer dans une rue où toutes les boutiques se donnent un nom en anglais, à qui cela pose problème ?

Gérald Darmanin veut remettre en question le droit du sol. Vous, vous souhaitez faciliter l'acquisition de la nationalité française ?

Ressaissons-nous, l'ouverture aux autres est un bienfait. Un peu de réalisme ! Il est absurde dans une société en lourd déclin démographique de vouloir être encore moins nombreux ! Les déclarations à l'emporte-pièce pour flatter

l'arrogance raciste, c'est une chose. Gérer un grand pays comme le nôtre nécessite plus de hauteur de vue. Il faut faciliter l'accès à la nationalité française. Proposons-la par exemple aux médecins étrangers. On a besoin d'eux, on les remercie d'être là ! Et cessons par médiocrité de les regarder de haut et de mépriser leurs diplômes. Au total ce « débat » n'est qu'un prétexte.

Un prétexte à quoi ?

À exploiter les sentiments les plus bas pour dresser les gens les uns contre les autres. Le cocktail du racisme et de l'anti-immigration, c'est la trumpisation au prix d'une lourde fragmentation de notre peuple.

Vous visez Gérald Darmanin ou François Bayrou ?

Spécialement Bayrou. Car il a changé de discours. Pourquoi parle-t-il soudain d'un « sentiment de submersion migratoire » ? Depuis 1987, il a vu comment on est déjà revenu six fois sur le droit du sol. Pour quel résultat ? Mais Bayrou veut à tout prix amarrer à lui l'extrême droite. Un arc politique réactionnaire est en construction, englobant depuis l'extrême droite jusqu'à l'extrême centre. Le RN contamine idéologiquement tous ces gens. Tous savent que notre peuple n'en peut plus des politiques libérales qui détruisent les personnes et la nature. Édouard Philippe n'a aucune chance de gagner des élections en expliquant qu'il veut la retraite à 67 ans. Donc tous vendent quelque chose qui leur paraît plus appétissant : du racisme, de la xénophobie.

Lire aussi OPINION. « Richard Ferrand au Conseil constitutionnel : faux rempart et vrai cadeau pour Marine Le Pen », par Benjamin Morel, constitutionnal-

Saved documents

iste, maître de conférences en droit public

Vous dites que François Bayrou est un xénophobe ?

Non, pire : un opportuniste ! Il a choisi son nouveau rôle avec la lutte contre la « submersion migratoire ». Car son pacte de non-censure avec le PS, c'est pour le vote dans l'hémicycle. Mais ça ne pèse rien dans la société à l'heure du pire budget depuis vingt-cinq ans. Il veut donc siphonner la base de Mme Le Pen.

Vous pensez donc que François Bayrou veut être le candidat du bloc central pour la présidentielle ?

Oui, et ce n'est pas nouveau. Cet homme a beaucoup de suite dans les idées. C'est lui qui a fait la victoire de Macron. Il a construit un fort groupe de députés et de ministres. Vous le voyez s'arrêter là ? Jamais ! D'ailleurs il a eu son poste en torquant le bras de Macron. Il a un but. Le même que François Hollande et le PS : unir les centres gauche et droit pour se placer au second tour de 2027. Pour lui, périssent l'écologie et le social du moment qu'on flatte la finance en coupant dans les dépenses publiques !

Les socialistes vont défendre mercredi une motion de censure contre François Bayrou sur la question des valeurs après avoir refusé de voter la vôtre. Qu'allez-vous faire ?

Nous votons toute motion de censure venant de gauche. Mais le PS a déjà dit qu'il la retirerait si jamais il y avait une menace que le gouvernement tombe ! C'est lamentable. Le PS a refusé cinq motions de censure et sauvé Bayrou avec un budget où les apprentis et les autoentrepreneurs sont taxés plutôt que

les milliardaires. Quant à nous, on connaît notre but. Faire tomber la Macronie qui a volé le vote des Français en juillet et faire gagner le programme des besoins populaires.

Hollande a la main. Il a retourné tout le groupe socialiste en un an.

Le lien entre les socialistes et les Insoumis est-il définitivement rompu après cette séquence budgétaire ?

Nous ne voulons pas être confondus avec leur soutien à Bayrou et Macron. Ce ne sont plus nos alliés. S'ils veulent être des partenaires, ce sera dans l'action et s'ils cessent d'aider ce gouvernement à survivre. Nous exigeons la fidélité à la parole donnée aux électeurs.

On n'entend pas la même chose dans la bouche de Marine Tondelier ou de Fabien Roussel. Vous les classez dans quel camp ?

Les députés écologistes et communistes ont voté la censure avec nous. Ils sont donc avec nous dans l'opposition.

Le «  tout sauf LFI  » s'ancre dans le paysage politique et singulièrement à gauche... Avez-vous un sentiment d'isolement ?

Non. Jamais notre implantation et notre soutien populaire n'ont été aussi forts. Pour l'instant, c'est le PS et la Macronie qui sont isolés et divisés. Certains moments ont été plus durs que d'autres, mais ça ne nous a pas empêchés de gagner 1 million de voix aux européennes [par rapport à 2019]. Quelle raison aurais-je de douter ? C'est dur, et alors ? Ça fait seize ans qu'on nous prédit l'effondrement de notre projet. Mais on est toujours là. Et toujours plus forts.

Lire aussi Roberto Saviano : « La gauche n'existe plus, la société civile non plus »

Deux candidats LFI ont été battus aux dernières élections partielles. Vous n'en tirez aucune conclusion ?

Si. Dans deux élections partielles très difficiles, nous avons amélioré le score de la gauche. Nos PS et Verts ont perdu plus lourdement les leurs et les macronistes se sont effondrés. Autre conclusion : nous devons tourner la page d'une alliance toxique. On ne peut avoir pour alliés des gens qui ont pour activité principale de nous tirer dans le dos. Je me suis lourdement trompé sur un point : les socialistes n'ont jamais eu l'intention d'être des partenaires. Ils voulaient juste profiter de nous.

Mettez-vous François Hollande et Olivier Faure sur le même plan ?

La bataille entre eux nous saoule. Ni l'un ni l'autre n'ont de programme, ni écologique ni social ni national. Et ils seraient bien mal en peine de dire en quoi consiste le socialisme. François Hollande a la main. Il a retourné tout le groupe socialiste en un an. Ce n'est pas rien. Il est au coeur de la compétition pour le leadership des centres.

C'est tout de même Olivier Faure qui dirige le Parti socialiste...

Je ne sais pas. Il nous a tout le temps demandé de l'aider à gagner son congrès. François Hollande compte gagner aussi sans nous et contre nous. Ce n'est pas notre affaire tant qu'ils sont là pour sauver Bayrou et Macron.

Laissez-vous de côté l'hypothèse d'une présidentielle anticipée ?

La non-censure du PS éloigne cette per-

Saved documents

spective. Faure et Hollande ont peut-être sauvé Macron.

Vous n'avez pas gagné les paris que vous aviez engagés sur la destitution d'Emmanuel Macron et sur la chute du gouvernement de François Bayrou...

Et Barnier ? Nous avons un objectif politique : il s'agit de transformer un peuple désorienté, explosé, qui n'en peut plus de privations, en une force politique cohérente. Nous avons fixé nos priorités : les quartiers populaires, la jeunesse, et les défavorisés de la ruralité. Dans ces secteurs nous avançons à pas de géant. L'action aux côtés des intellectuels avec l'Institut La Boétie est aussi un partenariat réussi. Si nous amenons 1 million d'abstentionnistes à voter, on a gagné ! C'est aussi simple que cela. Dans la politique, il y a une dimension artistique, c'est un art de réalisation.

Le surgissement de M. Retailleau modifie la donne de la présidentielle.

Vous êtes l'homme politique le plus détesté de France. Comment pouvez-vous vous imaginer réunir 50% des votes dans une élection présidentielle, y compris face à Marine Le Pen ?

À l'Élysée, il y a plus détesté que moi semble-t-il ! Pour ce qui me concerne, compte tenu des performances des sondeurs à mon sujet depuis seize ans, comment y croire ? Et si par hasard c'était vrai ? Cela ne durera pas. Nous avons déjà retourné d'autres situations ! Notre peuple est plus subtil que la caste médiatico-sondagièr. En 2013, un sondage prétendait déjà que j'étais « boulet pour la gauche ». Le « boulet » est passé à

un cheveu du second tour en 2022, cinq fois plus haut que le premier suivant de la gauche « bien aimée » ! Et le PS et le PC ont été cloués autour des 2%.

Les attaques du 7-October en Israël ont marqué une bascule pour votre parti. Une partie de la gauche s'est détachée de vous.

Je ne le crois pas. C'est vrai toutefois que nous avons reculé dans ce qu'il reste de gauche dans la communauté juive de notre pays. Hélas elle a été plus largement acquise à la politique de Netanyahu que celle des États-Unis. Mais une partie de la communauté française a exprimé avec courage un point de vue indépendant. J'ai confiance dans l'avenir. Là, comme dans le reste de la gauche, le poids des calomnies contre nous se dissipera sous le vent des combats communs contre l'extrême droite et le racisme. Je reste optimiste.

Marine Le Pen n'est-elle pas plus puissante que jamais ?

Elle l'est ! Mais le surgissement de M. Retailleau modifie la donne de la présidentielle. Mme Le Pen est moins assurée d'être au second tour. Il chasse sur les mêmes terres. Pour plein de gens de droite, Bruno Retailleau est plus rassurant qu'elle. Retailleau est la meilleure chance de l'arc réactionnaire, à cette heure.

Lire aussi Bayrou-Hollande, partenaires particuliers

Serez-vous candidat en 2027 ?

J'ai dit que je souhaitais être remplacé, je le souhaite toujours. Nous formons une belle équipe et nous avons des per-

sonnes qui sont au niveau de cette ambition, comme Manuel Bompard, Mathilde Panot, Clémence Guetté, Éric Coquerel. J'en oublie. Ce qui est sûr, c'est qu'il y aura une candidature Insoumise. Nous sommes prêts à en discuter avec tous ceux qui viendraient faire équipe avec nous.

La plupart de ceux que vous citez sont très jeunes...

C'est sans doute un problème après l'épisode Macron, en effet. Et moi, je suis plus âgé. Ça peut être aussi un problème. Notre force, c'est le programme et les presque 8 millions de voix qu'il a déjà rassemblées. Et notre unité.

La France a disparu du tableau ukrainien par des positions aussi irréalistes les unes que les autres.

L'envie est-elle toujours présente chez vous ?

Cela dépend des jours. Je suis d'abord un intellectuel engagé dans l'action et je le serai jusqu'à mon dernier souffle. Je n'imagine pas la vie, pour des raisons philosophiques, autrement que dans l'engagement. Sur le plan intellectuel, la tournée à l'étranger que j'entreprends pour mon livre traduit en trois langues me fait un bien fou. Je vis dans un pays où l'on me crache dessus trois ou quatre fois par jour à la télé. Et quand j'ouvre un journal, c'est pour y lire des injures. L'acide passe parfois sous l'armure. Mais l'affection populaire que je reçois et le bonheur de voir nos équipes en symbiose avec le peuple me remplissent de fierté. Mon but reste d'être remplacé.

Donald Trump envisage de discuter d'un cessez-le-feu avec Vladimir Poutine, au risque de voir l'Ukraine amputée de son territoire. Vous êtes sur

Saved documents

la ligne trumpiste ?

Je suis surtout amer. L'Europe s'est ridiculisée. Elle a été incapable d'ouvrir une issue diplomatique et elle ne sait pas faire face à un conflit sur ce continent. Et la France a disparu du tableau par des positions aussi irréalistes les unes que les autres... Les Américains vont régler cela en direct avec M. Poutine. C'est le retour de l'impérialisme américain... sans les sécurités de la guerre froide.

Donald Trump envisage un départ des Palestiniens de Gaza pour en faire une « Riviera ». Emmanuel Macron juge cela « extrêmement dangereux ». Êtes-vous aligné sur le président ?

Donald Trump est odieux ! Il fait la voiture-balai de M. Netanyahu : après un génocide, on a une purification ethnique. Où va-t-on comme ça ? Il faut reconnaître l'État palestinien pour construire la paix.

This article appeared in La Tribune (site web)

<http://www.latribune.fr/la-tribune-dimanche/politique/jean-luc-melenchon-nous-devons-tourner-la-page-d-une-alliance-toxique-avec-les-socialistes-1018473.html>

Note(s) :

Mis à jour : 2025-02-15 20:08 UTC +01:00